



Brussels
11/06/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	ENER.B.1_B
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	303097
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt	Q3 2026
Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate)	24
Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/07/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/06/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

The overall mission of our unit is to help citizens access more affordable, sustainable energy and play an active part in the green energy transition. Specifically, our aim is to put consumers, citizens and communities at the centre of the clean energy transition across all parts of the Union and ensure it is fair and just. Particularly in the current context we aim to empower citizens and ensure strong consumer protection enabling them to play an active role in the energy market via digital tools and data management. To ensure that no one is left behind we focus (on individuals, communities and regions) in particular on the vulnerable, the energy poor and coal regions in transition.

Job presentation:

The tasks of the seconded national expert may include the following responsibilities:

Policy definition and implementation:

- Contribute to the conceptual reflections and policy framework to put consumer at the centre of the decarbonised energy market.
- Contribute to the implementation of the internal energy market legislation and other policy initiatives to protect and empower consumers
- Contribute to the work on the Just Transition, addressing distributional impacts of the transition (on vulnerable communities, regions, etc.) and pre-existing inequalities, such as energy poverty.
- Contributing to promoting the role of local actors and frontrunners to speed up the delivery of the energy transition on the ground.
- Provide technical expert advice and analyse data and facts in relation to retail energy markets as well as the related technical and regulatory enabling frameworks.

Communication and analysis

- Assist in presenting, advocating and explaining ENER policies and initiatives to different audiences.
- Assist in organizing working groups, meetings, events and stakeholder consultations and reflecting their results in policy-making.
- Monitor socio-economic reports and forecasts and identify emerging trends in relation to retail energy markets, as well as consumer empowerment in green energy, in support of policy discussion and analysis.
- Prepare reports, briefings, speeches and speaking notes.

Cooperation with Member States and civil society

- Analyse the situation of retail energy markets and their liberalization in the Member States.
- Assist in the assessment of the transposition of EU legislation related to retail energy markets (electricity and gas) and of derived regulatory acts by Member States.



- Contribute to the preparation of documents and other input for internal use and/or public dissemination for the promotion of proper transposition of EU legislation in the Member States.
- Collaboration activities on consumer protection and empowerment aspects with key EU and national stakeholders, such as regulators, market operators (suppliers, distribution system operators) and consumer organisation
- Answer complaints from citizens and parliamentary questions as well as contributing to pre-litigation stages of infringements of EU law.

Jobholder profile:

SELECTION CRITERIA

Diploma

- university degree or
- professional training or professional experience of an equivalent level

in the field(s): energy policies and technologies, economics, information and communication technologies, engineering, law, or other relevant discipline.

Professional experience

The seconded national expert should have:

- Experience in working on plans or strategies related to the energy transition or rollout of technical solutions to support the transition. OR
- experience working with stakeholders for addressing energy, climate change or related consumer policy issues.
- Ability to conceptualise problems, identify and implement solutions,
- Capacity to analyse and structure information,
- Experience overseeing the work of contractors or service providers.
- Ability to understand and be understood,
- Capacity to communicate technical or specialised information,
- Drafting skills,
- Negotiation skills,
- Ability to work in a proactive and autonomous way,
- Flexibility (openness towards new demands, etc.),
- Capacity to deliver in a structured way,
- Stress resistance,
- Sense of initiative,
- Good team spirit.



Brussels
11/06/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La mission de notre unité est d'aider les citoyens à accéder à une énergie plus abordable et durable, et à jouer un rôle actif dans la transition vers les énergies vertes. Plus précisément, notre objectif est de placer les consommateurs, les citoyens et les communautés au cœur de la transition vers les énergies propres dans l'ensemble de l'Union, et de veiller à ce qu'elle soit équitable et juste. Dans le contexte actuel en particulier, nous visons à donner aux citoyens les moyens d'agir et à garantir une protection solide des consommateurs, afin de leur permettre de jouer un rôle actif sur le marché de l'énergie grâce à des outils numériques et à la gestion des données. Afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte, nous accordons une attention particulière (aux individus, aux communautés et aux régions) aux personnes vulnérables, aux personnes en situation de précarité énergétique et aux régions charbonnières en transition.

Présentation du poste:

ÉLABORATION des POLITIQUES et IMPLÉMENTATION

- Contribuer aux réflexions conceptuelles et à l'élaboration du cadre politique visant à placer le consommateur au cœur du marché énergétique décarboné.
- Contribuer à la mise en œuvre de la législation relative au marché intérieur de l'énergie et d'autres initiatives politiques visant à protéger et à autonomiser les consommateurs.
- Contribuer aux travaux sur la transition juste, notamment sur les répercussions de la transition sur la répartition des richesses (sur les communautés vulnérables, les régions, etc.) et les inégalités préexistantes, telles que la précarité énergétique.
- Contribuer à la promotion du rôle des acteurs locaux et des pionniers afin d'accélérer la mise en œuvre de la transition énergétique sur le terrain.
- Fournir des conseils d'expert et analyser les données et les faits relatifs aux marchés de détail de l'énergie ainsi qu'aux cadres techniques et réglementaires facilitateurs associés.

COMMUNICATION et ANALYSE

- Contribuer à la présentation, à la promotion et à l'explication des politiques et initiatives d'ENER auprès de différents publics.
- Contribuer à l'organisation de groupes de travail, de réunions, d'événements et de consultations des parties prenantes, et intégrer leurs résultats dans l'élaboration des politiques.
- Suivre les rapports et les prévisions socio-économiques et identifier les nouvelles tendances relatives aux marchés de détail de l'énergie, ainsi que l'autonomisation des consommateurs en matière d'énergie verte, afin d'étayer les discussions et analyses politiques.
- Rédiger des rapports, des notes d'information, des discours et des notes d'intervention.



COOPÉRATION avec les ÉTATS MEMBRES et la SOCIÉTÉ CIVILE

- Analyser la situation des marchés de détail de l'énergie et leur libéralisation dans les États membres.
- Contribuer à l'évaluation de la transposition par les États membres de la législation de l'UE relative aux marchés de détail de l'énergie (électricité et gaz) et des actes réglementaires dérivés.
- Contribuer à la préparation de documents et d'autres supports destinés à un usage interne et/ou à la diffusion publique afin de promouvoir la transposition correcte de la législation de l'UE dans les États membres.
- Mener des activités de collaboration sur les aspects liés à la protection et à l'autonomisation des consommateurs avec les principales parties prenantes au niveau européen et national, telles que les régulateurs, les opérateurs de marché (fournisseurs, gestionnaires de réseaux de distribution) et les organisations de consommateurs.
- Répondre aux plaintes des citoyens et aux questions parlementaires, et contribuer aux étapes précontentieuses des procédures d'infraction au droit de l'Union européenne.

Profil du titulaire du poste:

CRITERES DE SÉLECTION

Diplôme - diplôme universitaire ou - formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

- politiques et technologies énergétiques, économie, technologies de l'information et de la communication, ingénierie, droit ou toute autre discipline pertinente.

Expérience professionnelle

L'expert national détaché devra posséder :

- Une expérience de travail sur des plans ou des stratégies relatifs à la transition énergétique ou au déploiement de solutions techniques pour soutenir cette transition, OU
- Une expérience de travail avec les parties prenantes sur des questions énergétiques, climatiques ou liées aux politiques de consommation.
- La capacité de conceptualiser les problèmes, d'identifier et de mettre en œuvre des solutions.
- La capacité d'analyser et de structurer l'information.
- Une expérience de supervision du travail de contractants ou de prestataires de services.
- Capacité à comprendre et à se faire comprendre,
- Capacité à communiquer des informations techniques ou spécialisées,
- Aptitudes rédactionnelles,
- Aptitudes à la négociation,
- Capacité à travailler de manière proactive et autonome,
- Flexibilité (ouverture aux nouvelles demandes, etc.),
- Capacité à travailler de manière structurée,
- Résistance au stress,
- Sens de l'initiative,
- Bon esprit d'équipe



Brussels
11/06/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die übergeordnete Mission unseres Referats ist es, Bürgerinnen und Bürger beim Zugang zu bezahlbarer und nachhaltiger Energie zu unterstützen und sie aktiv in die Energiewende einzubinden. Konkret wollen wir Verbraucherinnen und Verbraucher, Bürgerinnen und Bürger sowie Gemeinden in allen Teilen der Union in den Mittelpunkt der Energiewende stellen und für einen fairen und gerechten Ablauf sorgen. Gerade in der aktuellen Situation wollen wir die Bürgerinnen und Bürger stärken und einen starken Verbraucherschutz gewährleisten, damit sie mithilfe digitaler Tools und Datenmanagement aktiv am Energiemarkt teilnehmen können. Um sicherzustellen, dass niemand zurückgelassen wird, konzentrieren wir uns (auf Einzelpersonen, Gemeinden und Regionen) insbesondere auf die Schwächsten, die Energiearmut und die Kohleregionen im Wandel.

Stellenbeschreibung:

Zu den Aufgaben des abgeordneten nationalen Experten gehören unter anderem folgende Verantwortlichkeiten:

Politikgestaltung und -umsetzung:

- Beitrag zur konzeptionellen Entwicklung und zum politischen Rahmen, um die Verbraucher in den Mittelpunkt des dekarbonisierten Energiemarktes zu stellen.
- Beitrag zur Umsetzung der Gesetzgebung zum Binnenenergiemarkt und anderer politischer Initiativen zum Schutz und zur Stärkung der Verbraucherrechte.
- Beitrag zur Arbeit am gerechten Übergang, insbesondere zur Berücksichtigung der Verteilungswirkungen des Übergangs (auf gefährdete Gemeinschaften, Regionen usw.) und bestehender Ungleichheiten wie Energiearmut.
- Beitrag zur Förderung der Rolle lokaler Akteure und Vorreiter, um die Umsetzung des Energiewandels vor Ort zu beschleunigen.
- Bereitstellung von fachlicher Beratung und Analyse von Daten und Fakten im Zusammenhang mit den Energiemärkten für Endverbraucher sowie den zugehörigen technischen und regulatorischen Rahmenbedingungen.

Kommunikation und Analyse

- Unterstützung bei der Präsentation, Vermittlung und Erläuterung von Energiepolitiken und -initiativen gegenüber verschiedenen Zielgruppen.
- Unterstützung bei der Organisation von Arbeitsgruppen, Meetings, Veranstaltungen und Stakeholder-Konsultationen sowie Berücksichtigung ihrer Ergebnisse in der Politikgestaltung.
- Beobachtung sozioökonomischer Berichte und Prognosen sowie Identifizierung neuer Trends im Zusammenhang mit den Energiemärkten für Endverbraucher und der Stärkung der Verbraucherrechte im Bereich der grünen Energie zur Unterstützung der politischen Diskussion und Analyse.
- Erstellung von Berichten, Briefings, Reden und Redemanuskripten.



Zusammenarbeit mit den Mitgliedstaaten und der Zivilgesellschaft

- Analyse der Energiemärkte im Einzelhandel und ihrer Liberalisierung in den Mitgliedstaaten.
- Unterstützung bei der Bewertung der Umsetzung von EU-Rechtsvorschriften im Bereich der Energiemärkte im Einzelhandel (Strom und Gas) sowie abgeleiteter Rechtsakte durch die Mitgliedstaaten.
- Mitwirkung an der Erstellung von Dokumenten und anderen Beiträgen für den internen Gebrauch und/oder die öffentliche Verbreitung zur Förderung der ordnungsgemäßen Umsetzung von EU-Recht in den Mitgliedstaaten. Kooperationsaktivitäten zu Verbraucherschutz und -ermächtigung mit wichtigen Akteuren auf EU- und nationaler Ebene, wie z. B. Regulierungsbehörden, Marktbetreibern (Lieferanten, Verteilnetzbetreibern) und Verbraucherorganisationen.
- Beantwortung von Bürgerbeschwerden und parlamentarischen Anfragen sowie Mitwirkung in außergerichtlichen Verfahren bei Verstößen gegen EU-Recht.

Anforderungsprofil:

Auswahlkriterien

Diplom:

- Hochschulabschluss oder ,
- gleichwertige Berufsausbildung oder Berufserfahrung in den Bereichen: Energiepolitik und -technologien, Wirtschaftswissenschaften, Informations- und Kommunikationstechnologien, Ingenieurwesen, Jura oder anderen relevanten Disziplinen.

Berufserfahrung:

Der/Die abgeordnete nationale Experte/Expertin sollte über Folgendes verfügen:

- Erfahrung in der Erstellung von Plänen oder Strategien im Zusammenhang mit der Energiewende oder der Einführung technischer Lösungen zur Unterstützung der Energiewende. ODER
- Erfahrung in der Zusammenarbeit mit Interessengruppen zur Bewältigung von energie-, klima- oder verbraucherpolitischen Fragestellungen.
- Fähigkeit, Probleme zu konzeptualisieren, Lösungen zu identifizieren und umzusetzen.
- Fähigkeit, Informationen zu analysieren und zu strukturieren.
- Erfahrung in der Überwachung der Arbeit von Auftragnehmern oder Dienstleistern.
- Fähigkeit, zu verstehen und verstanden zu werden, Fähigkeit, technische oder fachliche Informationen zu vermitteln, Fähigkeit, Texte zu verfassen,
- Fähigkeit, zu verhandeln und selbstständig zu arbeiten,
- Flexibilität (Offenheit für neue Anforderungen etc.),
- Fähigkeit, strukturiert und zielorientiert zu arbeiten,
- Belastbarkeit,
- Eigeninitiative
- Ausgeprägte Teamfähigkeit.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- **Berufserfahrung:** eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- **Dienstalter:** ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- **Arbeitgeber:** es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- **Sprachkenntnisse:** gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigelegte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“